

Que faire ? Après la crise de 2020...

mercredi 29 avril 2020, par [Frédéric FARAH](#), [Jérôme MAUCOURANT](#)

Nos amis Jérôme Maucourant et Frédéric Farah, animateurs de l'association "Nation et République sociale" nous ont fait parvenir cet article que nous publions bien volontiers. Cet article pourrait être le commencement d'une fructueuse collaboration entre nos deux groupes. Nation et République sociale, ce sont aussi les objectifs de La Sociale. Ensemble continuons

Frédéric Farah & Jérôme Maucourant [1], le 29 avril 2020

Que faire ? Après la crise de 2020 ...

Faillite d'un logique : quatre décennies de renoncements

Dans un ouvrage à paraître, *Fake state* [2], nous tentons de comprendre la crise de la démocratie, en général, et comment, en particulier, l'Etat a rompu le pacte de souveraineté : obéissance contre sécurité. L'impuissance de l'Etat a été organisée et les moyens de sa puissance ont été volontairement affaiblis, retirés, entraînant le pays dans un vaste processus de remarchandisation. Qui fut encouragé, développé et promu avec constance par l'Union européenne pendant trois décennies. En réalité, *l'impératif européen* n'est qu'une autre façon de nommer cette désarticulation planifiée de l'Etat et la société, dès lors que le danger soviétique montrait son caractère illusoire dans les années 1980.

Ainsi, la capacité de l'économie française à croître fut progressivement minée, même selon les critères monétaro-marchands. Cette crise de légitimation de l'imaginaire capitaliste a eu comme conséquence l'émergence des mouvements qualifiés souvent de « populistes », en France et ailleurs, par les *intérêts établis* et leurs porte-parole autorisés. Rappelons, toutefois, que ce trouble collectif est alimenté par des facteurs bien réels : recherche en berne, services publics désorganisés et privatisations effectuées sans vision particulière.

A l'épreuve des faits, la gestion libérale de l'économie, si prompt à se réclamer du pragmatisme, s'est avérée inefficace voire franchement préoccupante. Cette politique a exposé les sociétés contemporaines à des risques nombreux : pollution, inégalités croissantes (que rien ne peut justifier désormais) et allongement déraisonnable des chaînes de production mettant la société tout entière dans un état de vulnérabilité. Monnaie et marché unique n'ont finalement pas été favorables à la prospérité économique : les pays de l'UE hors Euro s'en sont mieux portés et ceux qui ont adopté ce régime monétaire ont été contraints à des stratégies mercantilistes affaiblissant la croissance de la zone. Ce jeu à somme nulle, voire négative, propre à la monnaie unique, n'a rien de surprenant : ses mécanismes ont été décrits depuis longtemps par des économistes de toute obédience, de Friedman [3] à Stiglitz ...

Ces quatre décennies n'ont pas été seulement stériles mais dévastatrices, c'est ce que dévoile dans toute son horreur l'actuelle crise sanitaire. Depuis 1983, tous les gouvernements qui se sont succédé, hormis les quelques inflexions des années 1997-2002, n'ont plus pensé autrement qu'en termes de « réformes structurelles », c'est-à-dire démanteler le droit du travail, réduire le périmètre de la protection sociale et, surtout, la pervertir de l'intérieur. Oui, c'était pure perversion que de vouloir l'importation des logiques managériales du privé : ne payons-nous pas très cher la redéfinition de l'hôpital comme entreprise délestée de ses stocks ?

Extrême-centre au pouvoir et contre-mouvement

Les trois années du pouvoir d'Emmanuel Macron sont paradoxales : l'accélération du mouvement de

remarchandisation a suscité un contre-mouvement inattendu, que ni les intellectuels de la classe dominante ni leur contradicteurs habituels n'avaient imaginé : les *Gilets Jaunes*. C'est la violence policière qui se chargea de mettre au pas le plus important mouvement social depuis 1968. Le centre, qu'on jugeait mou d'ordinaire a montré de quoi il était capable : nulle mollesse, en réalité, mais savante alchimie entre droite économique et gauche culturelle, tout à fait à même d'utiliser les dispositifs institutionnels mis au service de l'*eurolibéralisme* à la française (article 49-3, ordonnances et procédures accélérées). Conscient que les réticences de plus en plus nombreuses manifestées par la société risquaient de faire basculer le pouvoir dans l'illégitimité, il dut enfin composer. Toutefois, le coût financier de la politique calmant l'agitation causée par les *Gilets Jaunes* ne fut pas négligeable.

Bien sûr, il s'agissait, du point de vue de la présidence Macron de refermer cette parenthèse, vécue comme une pénible jacquerie, pour mieux préparer l'essentiel : la réforme des retraites. Sans oublier la réforme de l'assurance chômage. Rien ne semblait enrayer cette machine destructrice démolissant l'Etat social. On en revint à l'imaginaire vieillie de la « dame de fer », tant le désir qu'avait Emmanuel Macron de briser les syndicats devenait caricatural. D'ailleurs, quoi de plus efficace aussi que de malmener en même temps les professeurs, ces éternels nantis supposés d'une profession qui ne suscite plus de *vocation* et dont l'état est bien triste relativement aux autres pays comparables.

Les jeunes recrues du pouvoir et ses petits marquis ont commis une erreur de taille : à première vue, violenter les actifs au nom de la sauvegarde des retraites pouvait trouver un certain écho auprès d'une France vieillissante et très inquiète de ses pensions. Néanmoins, en attaquant aussi l'hôpital (11 mois de grève aux urgences), ils ont précisément mis en position vulnérable une de leur principale assise sociale. Les anciens, en effet, plus frappés que les autres par ce nouveau mal, réalisent qu'ils ont été dupés ; de même la médecine libérale, envoyée en première ligne sans protection, a été trompé par le gouvernement. C'est un fait triste mais établi : le virus a mis un coup d'arrêt provisoire à cette entreprise de démolition A l'épreuve, on découvre donc que le macronisme est tout sauf un humanisme et que le centrisme n'est pas modération mais confusion.

La réforme des retraites est suspendue et celle du chômage n'est que partiellement appliquée. Le gouvernement a dû choisir le confinement, devenu nécessaire en raison de notre désarmement sanitaire et industriel. Mais, les effets psychiques, sociaux et économiques sont dévastateurs et montrent que le pouvoir est nu.

Les conditions d'une alternative

Les deux plans du gouvernement prévoient 45 et 100 milliards pour faciliter la trésorerie des entreprises et assurer le financement du chômage partiel. Pourtant, les mesures sociales restent encore modestes alors que le ralentissement de l'économie française place une part significative de la population au risque de la précarité et du chômage. Le monde du travail et, particulièrement celui des classes populaires, connaît une grande difficulté pour affronter le choc économique.

Avant d'esquisser un programme pour demain, il convient de s'arrêter sur cette situation. Nous voyons bien que dans les situations d'exception, si les structures collectives ne sont pas changées, ce seront toujours les mêmes qui vont supporter les effets de la crise. Pensons donc aux 18,8 millions de travailleurs, qui ne connaissent pas le télétravail, et à ceux qui sont en intérim ou saisonniers et vont servir de variable d'ajustement pour des quantités d'entreprises en difficultés. Or, l'inspection du travail est un corps affaibli et les nouvelles lois Pénicaud ont plafonné les indemnités prudhommales et même rendu le simple recours aux prudhommes très difficile. Par ailleurs, ce sont les ménages les plus endettés, vivant dans des logements étroits, qui supportent la crise.

Ce sont autant de faits à garder à l'esprit, car vouloir sortir du modèle productiviste n'est pas simple affaire de production : il faut s'assurer que les biens ne parcourent pas deux ou trois fois la terre, car si la France est devenue moins productive, durant ces dernières décennies, elle n'a pas pour autant, par ses importations, cessé de participer au grand dérèglement mondial. Comment faire face au défi écologique, à la crise sanitaire et, *dans le même mouvement*, assurer de manière satisfaisante les besoins vitaux comme se loger se nourrir, se transporter et se vêtir.

Or, il existe des tenants d'une « thérapie de choc » d'un genre nouveau ; cette expression ne doit pas être réservée à ceux qui voulaient liquider le soviétisme en trois mois dans les années 1990 ... Il s'agit maintenant des partisans d'une mutation radicale des modes de production, (nécessaire, certes, à bien des égards) qui sont tentés par l'imposition violente d'une série de normes très contraignantes légitimées par l'urgence sanitaire ou écologique. Le risque serait de passer d'une logique injonctive à une autre : à l'adaptation à marche forcée au Grand Marché devrait ainsi succéder une adaptation à marche forcée vers un monde décroissant. Pour le dire autrement : à la tyrannie du capital se substituerait, au milieu d'une période d'effondrement, une tyrannie d'experts devenus brutalement écologistes et dépositaires de la bonne hiérarchie des besoins que l'appareil productif devrait assurer.

Néanmoins, il ne faudrait pas qu'une austérité chasse une autre, pour une simple raison d'efficacité. Il est craindre que ces discours peu prudents nous ramènent très vite vers le vieux monde et ses tendances à la démesure et à l'autodestruction. A ne pas penser, sérieusement, à une démocratie étendue à l'économie, à de nouvelles institutions (maintenant informée des dégâts de la mondialisation) et à la construction *raisonnée et par étapes* des formes nouvelles du bien-vivre, il se fera que les 800 000 salariés de la logistique, les 7 millions d'employés ou les 6,5 millions d'ouvriers, pour qui la vie quotidienne reste bien empêchée, refuseront que s'abattent ce qui sera vécu comme des contraintes supplémentaire en sus de la crise présente.

Que ceux qui soutiennent, donc, les diverses mouvances de l'*écologisme électoral* (très en vogue) et de cette sorte de *social-écologisme* qui se dessine, tout en faisant l'apologie de l'U. E de ses traités (singulièrement depuis 2005), reconnaissent alors qu'ils se sont trompés ou que la sobriété qu'ils souhaitent est, en réalité, la sobriété pour le plus grand nombre (dont il ne font pas partie ...). Il n'est pas possible, en effet, d'occulter que le libre-échange de cette « gauche » écologique et européiste n'a cessé d'augmenter les inégalités et de dévaster la nature. Or, seule une société peu inégalitaire est à même de faire face au défi écologique, car nul ne pourra supporter les nouvelles contraintes si des revenus extravagants échappent à l'effort commun. Il convient, aussi bien sûr, que les dynamiques sans fin de consommation ostentatoire soit freinées, sans quoi elles poussent sans cesse à l'émulation dans le gaspillage.

La dénonciation de la société contemporaine doit donc être rationnelle. La société *de* consommation pose problème dans la mesure où elle est une société *pour* la consommation. Mais, l'avènement de la consommation de masse, réalisé dans le cadre d'un progrès technique aliéné, a correspondu, aussi, à de vrais progrès des droits sociaux et la fin de la misère qui décimait périodiquement la classe ouvrière du XIXe siècle. A l'idéologie du progrès, il faut donc la volonté du meilleur, c'est-à-dire d'une orientation qui donne un sens à l'énergie et la créativité humaine dans le souci de la mesure.

Il ne s'agit plus de prétendre que l'homme est le possesseur de la nature, il s'agit de dire qu'il en est le gardien ; cela n'a de sens que parce qu'il en a conscience, à la différence des animaux ou des plantes. La nature n'a pas de droits, c'est nous qui avons des devoirs. C'est pourquoi les pensées irrationnelles qui font de la nature une force vengeresse qui répandrait des calamités pour nous punir de nos péchés font problème. Lorsqu'on observe les actions récentes entreprises contre la filière de la viande au nom de la défense des espèces, il y a lieu de s'inquiéter... De la même façon, certains voyaient, dans les dérèglements économiques, une conséquence de la contestation du Grand Marché ; il aurait ainsi fallu, comme le voulait Hayek, se soumettre à ces mystères du marché qui nous dépassent...

Les totalitarismes du siècle dernier ont démontré que l'homme ne peut pas tout. Mais, il ne faudrait pas en déduire qu'il ne peut plus rien, sous le prétexte qu'on ne plante pas en effet d'orangers au lac Balaton, et qu'il faille dès lors se soumettre à la Nécessité (le marché des mondialisateurs ou la Nature, telle que la conçoit les écologistes radicaux). C'est une troisième voix que doit emprunter la pensée critique, celle de la prudence dans l'affirmation et d'un *changement gradualiste* vers l'économie du bien-vivre. Laquelle peut impliquer d'ailleurs le mieux-vivre : qui raisonnablement refusera d'en finir avec la malaria ou le Covid-19 ? Le « prophète de malheur » est donc nécessaire, mais il ne sera entendu que s'il indique une voie *praticable* de sortie de nos impasses actuelles ? Sinon, les attitudes hédonistes, égoïstes et cyniques triompheront sous le régime d'un capital global sous forme télématique, la pire de ses formes peut-être ...

Penser le monde de demain ne peut donc se faire sur le mode en vogue de l'*éradication*, celle qui tonne du « *passé, faisons table rase* ». Les leçons de l'Histoire sont profondément ambiguës, dépendant du moment où l'on se pose les questions. On ne tire jamais, de toute façon, assez de leçons de nos maîtres en philosophie et politique, que furent les Grecs et les Romains, et, à bien y regarder, dans les grandes heures du dit « Moyen Age » aux Lumières, en passant par la Renaissance, on pourra toujours méditer sur cette invention d'un l'homme, pièce centrale de l'organisation sociale où se construit une *communauté politique*. C'est dans cette cité que la mise en examen de nos formes d'existence est possible, tout en refusant aussi bien les obscurantismes que le scientisme. Nos inquiétudes sont fortes, à cet égard, car tant de réformes conduites dans l'éducation nationale ont appauvri nos connaissances historiques, dévaluer le passé et affaibli la conscience politique.

Les contours d'un « plus jamais » : pour un autre avenir

Voici les faits dont nous devons partir : l'économie risque de rester atone pour un moment et le confinement n'aura pas permis aux appareils syndicaux ou politiques de se réorganiser pour proposer une alternative crédible. Le risque de mille éclats de sécession est plausible. Il risque pour les plus radicaux et les plus politisé une volonté de règlement de comptes, que l'on distinguera, certes, de la nécessité de procès parfaitement légitimes pouvant être instruit contre les politiques. A moins que l'on pense que certains soient plus égaux que d'autres ... Il apparait donc nécessaire de transformer la colère en projet politique et de lui donner un débouché précis.

Le monde d'après doit être un mélange « de plus jamais ça » de conservation du monde lui-même et de projection vers autre chose. *Mais plus jamais quoi ?* Il y a un cadre économique dans lequel se déploient les activités humaines, que l'on ne doit plus revoir ou du moins que l'on doit subordonner. Cela implique un certain nombre de choses.

Plus jamais, une économie financiarisée comme elle l'est, avec la bonne grâce de l'UE, et et qui développe la rente financière, mais aussi la rente technologique. Plus jamais, des entreprises qui financent la Bourse et pas l'inverse. Plus jamais des innovations financières incontrôlées incontrôlables : titrisation, trading de haute fréquence *etc.* Il faut retrouver une des logiques de l'après guerre, celle des années de la « répression financière ». Plus jamais, une optimisation fiscale à la frontière de l'évasion fiscale. Plus jamais, un allongement problématique des chaînes de valeur de production. Plus jamais, ce cadre macroéconomique dans lequel nos gouvernements nous ont enfermés depuis les années 1990, à savoir ces règles absurdes en matière budgétaire et ce dogme de l'indépendance des banques centrales. L'abandon des « politiques de la règle » est un nécessité : elles n'ont apporté ni stabilité, ni bien-être, ni cohésion sociale. Il faut refaire de la monnaie un bien public et plus un bien privé. Plus jamais de monnaie unique ou de marché unique, qui ont engendré des divergences économiques insupportables, des tensions politiques, de la désindustrialisation, une course effrénée au moins disant économique et politique. Ces politiques ont même avivé, parmi les peuples d'Europe, racisme et préjugés, un comble ! Pire, l'Union européenne a autorisé en son sein et encouragé la destruction d'une économie en temps de paix, c'est-à-dire l'économie grecque.

L'avenir ne peut se penser dans le cadre de l'actuelle Union européenne ; toute projection dans le futur ne peut s'envisager dans le cadre du libre-échange, obsédé par la compétitivité économique et désireux d'encourager la financiarisation de l'économie. Plus jamais, donc, ces réformes d'inspiration libérale qui ont segmenté, précarisé le marché de l'emploi pour certains. Ce mot d'ordre de 1983 du CNPF (l'ancien MEDEF), la « flexibilité », a pesé de tout son poids au cours des trois décennies qui ont suivi. Plus jamais, ces réformes de retraite telles que nous les avons connues depuis 1993, sans compter la dernière en date, dont l'abomination n'est plus à démontrer. Plus jamais ces réformes éducatives qui pensent l'école comme l'antichambre du marché du travail et qui épuisent l'esprit critique. La dernière en date, uniquement guidée par des impératifs comptables et par l'asservissement de l'école au marché, devrait disparaître à la faveur de la présente crise.

Quelques contours pour une autre politique

Nous ne le dirons jamais assez : la souveraineté nationale et populaire est la condition nécessaire (mais

non suffisante) pour reprendre notre destin en main. Tant que nous maintiendrons le cadre macroéconomique et juridique européen, tout avenir favorable à notre nation est impossible. L'abandon de la monnaie unique et la fin de l'Union européenne sont des nécessités sans appel. Le temps d'une réforme de l'Union serait trop long et coûteux au regard de l'urgence de maintenir la continuité historique de notre nation. L'UE est irréformable et le triste spectacle qu'elle offre depuis la pandémie est un scandale. La crise est celle de la démocratie et celle-ci ne peut se maintenir dans le cadre de l'UE.

Bien sûr, il va de soi que quitter cette nouvelle « prison des peuples » ne signifie pas quelconque repli guerrier, comme veulent nous en persuader les européistes, eux n'ont jamais eu de cesse que de fonder la nécessité de leur « union » sur la peur ... Un nouveau traité organisant les contours d'une coopération libre, égalitaire et fraternelle entre les peuples européens sera proposé. Il va de soi qu'un tel traité international ne vaut pas dans l'ordre constitutionnel intérieur. Contre le transnationalisme des firmes et de l'UE, une nouvelle internationale !

Mais, retrouver l'indépendance ne sera qu'un *moyen* ; si demeurent aux affaires les élites qui nous ont conduit dans pareilles errances, nous n'aurons accompli qu'une toute petite moitié de la route. C'est pourquoi, comme après la défaite de 1870 et celle de 1940, il faut envisager une réforme éducative et une nouvelle école de formation pour nos élites administratives, lesquelles abandonneront définitivement le tout-marché comme horizon du souhaitable et du juste. Pour envisager la transition énergétique, un Commissariat au Plan devra être rétabli et des nationalisations d'ampleur devront être envisagées. Des services publics élargis devront être proposés en matière de logement au service d'un *Nouvel Etat Social et Ecologique*. Les capitaux verront leur liberté de circulation encadrée.

La France doit reconstruire des filières industrielles cohérentes, reprendre en main sa politique commerciale et celle de son taux de change. Notre nation doit envisager des partenariats solides avec les autres pays européens, sans une mise en partage de sa souveraineté, et envisager des liens renouvelés avec la Méditerranée et l'Afrique. Nous vivons une terrible défaite car notre Etat nous a désarmé économiquement et sanitaire. Il a nourri la crise de l'avenir que connaissent nos sociétés contemporaines depuis la décennie 1980. La société doit cesser d'être réduite à une somme de risques et ne doit plus céder à la *gouvernance par les nombres*.

Ce qui est à préserver est notre *monde commun* au sens de H. Arendt dans sa *Condition de l'homme moderne* : « *Ce qui nous accueille à notre naissance, ce que nous laissons derrière nous en mourant. Il transcende notre vie aussi bien dans le passé que dans l'avenir ; il était là avant nous, il survivra au bref séjour que nous y faisons. Il est ce que nous avons en commun non seulement avec nos contemporains, mais aussi avec ceux qui sont passés et avec ceux qui viendront après nous* ».

Notes

[1] Dernière contribution, « Entretien avec Jérôme Maucourant et Frédéric Farah », CNSJS - Collectif National pour la Souveraineté et la Justice Sociale, URL : <https://cnsjs.fr/?p=992>

[2] Frédéric Farah, *Fake State - L'impuissance organisée de l'état en France*, H&O, 2020, à paraître.

[3] « Avec Milton Friedman, un retour sur l'impasse de la monnaie unique, Nation et République Sociale, le 11 décembre 2018, URL : <http://nation-republique-sociale.fr/avec-milton-friedman-un-retour-sur-limpasse-de-la-monnaie-unique/>